

En marge de l'adoption de "**l'alternative**"

CE QUI S'EST DIT au CONSEIL NATIONAL

du MOUVEMENT DÉMOCRATE (MoDem) les 21 et 22 Novembre 2013

Conformément aux statuts du Mouvement Démocrate, celui-ci a réuni le 22 Novembre dernier à PARIS son Conseil National, celui-ci étant composé, comme chacun le sait, des membres de droit et de ceux élus lors de nos élections de Juillet 2011 pour représenter, au cours de leurs assemblées, l'ensemble des adhérents. (C'est le "parlement" de notre Mouvement)

186 conseillers nationaux étaient dûment présents et ont participé aux votes qui ont suivi les débats.

La veille, François BAYROU avait réuni autour de lui les Présidents de Fédérations déjà arrivés sur place pour un entretien plus "intimiste" : ils étaient déjà une bonne cinquantaine présents, dont notre Président Départemental du GARD, Philippe BERTA. Celui-ci, en universitaire rompu à cet exercice, a pris au cours de ces deux journées d'innombrables notes qu'il nous a ensuite confiées pour assurer la plus grande transparence possible près nos amis et adhérents (la presse n'était pas conviée à assister à ces réunions).

*C'est sur la base de ces nombreuses notes que Philippe BERTA nous a transmises qu'a été établi le compte-rendu ci-après. Il expose le plus fidèlement possible le "dit" aux tribunes, mais tous les participants présents - comme cela s'est ensuite traduit par leurs votes et motions adoptées - ont témoigné du climat chaleureux et constructif des débats eux-mêmes, notamment sur la création de "**l'alternative**" créée entre l'UDI et nous-mêmes.*

EXPOSÉ PRÉLIMINAIRE de François BAYROU

Depuis ce printemps, la situation économique et sociale - mais aussi politique - de la France n'a cessé de se dégrader.

Quand, en 2012, j'ai choisi, à titre personnel, de soutenir Mr Hollande, j'ai dénoncé dans la même intervention le projet insoutenable du P.S. qu'il fallait oublier au profit d'un changement tant de projet que de majorité. J'ai aussitôt précisé que si Mr Hollande ne le faisait pas, **je serai dans l'opposition. Et c'est ce qui est arrivé** : Mr Hollande s'est renfermé sur sa majorité, ses satellites et ses courants, tous dépourvus de cette nécessaire prise de conscience.

Mr Hollande a très vite entraîné une vague d'impopularité qui le gagnait en raison de son inaction. Il s'est trouvé rapidement dans une situation de blocage. Un électeur sur deux du premier tour lui a maintenant retiré sa confiance, idem pour deux sur trois du second tour.

S'en est aussitôt suivi le délabrement du pays, que ce soit sur le plan économique, social, de l'éducation, de nos universités, etc....

Aujourd'hui, nous en sommes encore dans le "déli". C'est une dégradation de long terme. Le compte à rebours est lancé : on va droit à quelque chose de non maîtrisable.

Mr Hollande porte une part de responsabilité en croyant que la situation de la France est une histoire de météorologie et qui attend que la dépression se décale. Il espère que le "coup de bol" de 1997 (gouvernement Jospin) va se reproduire. Il ne réalise pas que la France a un problème lourd de navigation et que le navire prend l'eau de toutes parts. Il cherche même à faire porter la responsabilité de cette situation sur les autres ! (cf : les allemands !). C'est scandaleux ! Est-ce la faute des "autres" si les résultats de notre éducation, le droit au travail pour tous, nos dépenses publiques sont plus lourdes ($\pm 20\%$) que celles de l'Allemagne, notre fiscalité est devenue ivre, etc....?

La montée des extrêmes n'est pas achevée : **il n'y aura pas de sortie par les moyens ordinaires**. L'UMP, comme le P.S., à niveau égal, ne peuvent espérer au mieux chacun, en terme électoral, qu'un socle de 25/30 %, avec à leur côté un F.N. à 25 %. Voici maintenant 15 ans que cette dégradation est engagée : **nous sommes dans une situation comparable à celle de 1958**. Ce n'est donc plus une réponse politique qui peut nous sortir de cette ornière mais une réponse historique avec l'abnégation de nos dirigeants, pas ceux actuels qui, eux, ne pensent qu'à la prochaine élection (ou leur réélection).

Pourtant, quelle que soit la qualité de nos propres discours, nous, au MoDem, n'étions plus audibles, trop écrasés par l'image de la "solitude" , moqués tant par le pouvoir que par son opposition.

Aujourd'hui, sur le plan de la "solitude", les choses commencent à bouger : depuis Septembre, les discours de ceux qui ricanait commencent à se taire. Et ceci nous le devons à la renaissance de notre famille politique, à la résurgence d'un centre qui entend, en toute indépendance, casser cette spirale en créant, in fine, "**l'alternative**" par une coopération ouverte entre notre Mouvement et l'UDI.

[LA CHARTE DE "l'alternative"](#)

Cette Charte a fait, au cours de ce cheminement d'analyses communes que nous partageons, l'objet d'une longue négociation entre notre Mouvement et l'UDI, par le biais de deux hommes qui se connaissent bien et de longue date : Jean-Louis BORLOO et François BAYROU.

L'UDI, comme nous-mêmes, avons tous deux une même exigence : respecter nos propres parcours, les hommes ou les femmes qui en avaient pris la responsabilité et, surtout, les sensibilités de nos adhérents respectifs.

Nous ne pouvions non plus ignorer qu'à l'UDI le nom de BAYROU résonnait un peu, chez certains membres, comme celui d'un "pestiféré" qui "avait voté Hollande" en 2012 (sans avoir pris peut-être la peine de lire en entier son intervention), et que certains auraient préféré que le MoDem s'engloutisse purement et simplement au sein de l'UDI comme d'autres mouvements avaient préféré le faire auparavant. Mais c'était ignorer que le MoDem avait, lui, son propre projet qui n'était pas celui calqué, pour l'essentiel, sur celui de l'UMP. **Il fallait donc, à tout prix, éviter que ne se réveille une nouvelle guerre des clans.**

Ce souci a engendré la grande intelligence qui a conduit à la rédaction de cette Charte commune qui respecte ces exigences : **le MoDem, comme l'UDI, sont et restent tous deux indépendants, autonomes et souverains** dans leur conduite interne. Cette Charte a donné naissance à une **sorte de création de "coopérative"**, c'est-à-dire d'une volonté commune de coopérer vers un objectif commun qu'exige l'actuelle situation de la France. Si l'UDI et le MoDem restent faibles en continuant de s'enfermer chacun dans leurs petites chapelles, ils mourront ensemble tous les deux ! C'est une évidence.

Cette Charte respecte donc nos identités réciproques, les valeurs dont nous sommes porteurs.

Quelques-uns ont pourtant pris peur, au risque de s'aventurer ailleurs. La question des élites, en France, reste centrale : comme si tous devraient être issus du même modèle, coupés des réalités du pays, jamais reliés à une expérience de vie professionnelle mais à une sélection précoce !

Dans cette Charte, **nos vraies valeurs et nos identités apparaissent** : république, démocratie, laïcité, développement durable, humanisme, etc.... C'est une forme de traité entre nous, traité non amendable. Aujourd'hui, sitôt ce traité adopté, il nous faut le faire vivre. Ce ne sera pas toujours facile, mais évitons les compétitions. Si l'UDI est forte de ses élus locaux (qui ont souvent pris l'étiquette pour assurer le poste qu'ils convoitaient, dans le cadre du système électoral actuel qui impose les passerelles entre partis pour augmenter les chances d'être élus), le MoDem, lui, est fort de la cohérence de son discours et de sa liberté inflexible et il y reste attaché.

Les résultats de cette renaissance du centre ne se sont pas fait attendre : là où on nous écoutait avec sympathie, mais sans plus, là où le MoDem traînait cette image de la "solitude", là où l'UDI n'était vécue comme une sorte de "roue de secours" de l'UMP (et même parfois sans grande cohésion entre ses différentes composantes où parfois des rivalités surgissaient), le tout laissant le F.N. comme seule alternative, là où l'UDI ou le MoDem étaient à peu près à 3 ou 4% chacun en perspective électorale, les choses ont aujourd'hui changé : un tout récent sondage (même s'il faut s'en méfier !) situe l'UDI à 42% en terme de sympathie, le MoDem à 40%, distançant tous deux l'UMP à 20%, et le P.S. à 15% !

Nous sommes, l'UDI et nous, désormais identifiés. Nous avons une marque commune - **"l'alternative"** - et nul n'a plus l'ombre d'un regret sur les choix passés (y compris aux municipales de 2008).

Tant l'UDI que le MoDem doivent donc désormais apporter chacun leurs idées dans "**l'alternative**". L'UDI doit pouvoir se débarrasser du "copier-coller" du programme de l'UMP, et nous, MoDem nous avons le devoir de l'y aider. Nous devons apprendre à vivre ensemble. **L'UDI a autant besoin du MoDem qu'inversement.**

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Sur les 36.000 communes de France, seule une grosse dizaine pose encore quelques problèmes entre l'UDI et nous. Ces quelques situations locales sont en cours d'examen au cas par cas par la commission mixte instituée dans le cadre de la Charte, dont, pour le MoDem, nos amis Marc Fesneau et Jean-Marie Vanlerenberghe.

Notre conviction, au MoDem, est qu'**une ville ne doit pas être gérée par une étiquette politique**. Une ville, c'est une équipe, un projet, un homme ou une femme pour le mener à bien. En quoi décider de refaire le revêtement d'une cour d'école, créer ou compléter un équipement sportif, aménager un carrefour est-il plus de gauche que de droite ? Cela n'a pas de sens. Occupons-nous d'abord des habitants et des citoyens. **La gauche et la droite qui sont les plus détestables sont précisément celles et ceux qui poussent à la détestation systématique l'une de l'autre.**

Mais nous devons constater que ce point de vue rencontre encore quelques résistances chez notre partenaire, voire même que certaines situations locales ont capacité d'avoir parfois quelques incidences sur le national. Nous avons parfaitement prévu, quand nous avons rédigé la Charte, ce genre de difficultés, tout-à-fait marginales : il ne nous faut pas en exagérer l'importance mais ouvrir les esprits pour **chercher à réunir plutôt que diviser.**

Pour nous, l'essentiel est qu'il n'y ait **aucune alliance entre le MoDem et le P.S. à l'échelon départemental ou régional, pas plus qu'au niveau national**. D'ailleurs existe-t-il un seul cas en France où le P.S. soutient le MoDem ? Mme Aubry viendra-t-elle à Pau soutenir François Bayrou ? Le MoDem est bien décidé à se battre pour ces quelques situations locales bien cadrées et formées par un passé récent où il a pu y avoir une collaboration fructueuse entre des élus MoDem et d'autres issus du P.S.. Pourquoi défaire ce qui marche déjà bien à la satisfaction des citoyens locaux ?

À Pau, où François Bayrou est candidat, celui-ci a précisé qu'il y aura sur la liste qu'il forme **des femmes et des hommes issus de sensibilités proches du P.S. comme de l'UMP**, même s'il est assuré que ceux-ci seront exclus de leur partis respectifs sitôt élus !

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Le Modem, aux élections précédentes, avait obtenu six sièges : mais l'une des élues a trahi notre famille politique le soir même de son élection. L'UDI a, de son côté, présenté des candidats sous les couleurs de l'UMP. On peut, là aussi, constater que la plupart de ses élus locaux ont regagné depuis ce parti.

La création de "**l'alternative**" ne semble pas poser de problèmes quant à la nouvelle orientation.

OBSERVATIONS DIVERSES

AU P.S.

L'appareil du P.S. est encore plus corrompu que celui de l'UMP. Il est basé sur des gamins de 17 ans qui intègrent les MJS sans avoir jamais travaillé : on en connaît ensuite le cursus. À Pau, le candidat P.S. en est l'archétype. Il en est de même à l'Assemblée Nationale : tous les élus P.S. récemment arrivés font partie de la "nomenclature" de ce parti.

S'il est vrai que le vote personnel de François Bayrou a joué un rôle déterminant dans la défaite de Mt Sarkozy et l'élection de Mr Hollande, il est aussi vrai que si Mr Sarkozy avait été réélu, l'insurrection actuelle aurait probablement été 100 fois plus élevée face à une opposition de gauche plus triomphante encore.

Mr Hollande est incapable de choisir. Il écoute régulièrement François Bayrou au téléphone, mais il est incapable de l'entendre.

Nous allons à la catastrophe nationale. **Il faut sortir du système actuel, celui du camp contre camp** : il nous conduit droit à la catastrophe. Nous arrivons en dépenses publiques à 57% de notre PIB, notre dette approche les 100%. Nous allons connaître quelque chose de "très très dur". Ce gouvernement est "foutu", et il n'y a pas de rechange dans les institutions. (À noter au passage que la Cour des Comptes a confirmé récemment que seul François Bayrou avait dit la vérité !).

Aujourd'hui, on est "dans le n'importe quoi". Regardez : Mr Ayrault, le Premier Ministre, annonce tout récemment une réforme fiscale sans que son Ministre des Finances soit même au courant ! Mr Hollande a dit "vouloir apaiser" : il n'a rien fait pour cela, tout au contraire ! Regardons l'exemple allemand avec le travail commun de la CDU et du SPD qu'ils s'apprêtent à entreprendre ensemble.

À L'UMP

Aujourd'hui, les français le reconnaissent : l'UMP nous aurait conduit au même résultat.

L'image de l'UMP s'est encore davantage dégradée depuis 18 mois. Il y a urgence de construire autre chose. Quant à la "droite décomplexée", ne nous trompons pas : **elle votera F.N.**

Devant la montée du F.N., la crise des plus profondes de l'UMP ne va pas finir, **une UMP qui, à travers Mr Copé, partage 50% des thèses du F.N.**, avec, en conséquence, une crise d'identité et de leadership : leur élection interne d'il y a un an a contribué de façon irréversible à cette dégradation.

Cas unique : ces dégradations parallèles, tant au P.S. qu'à l'UMP, favorisent la montée des extrêmes, dont le F.N.. Et pourtant, celui-ci, qui se présente maintenant comme la seule proposition de contestation, a un programme qui conduirait aussitôt notre pays à son explosion si, par malheur, il accédait au pouvoir :

- fermeture des frontières
- retour du "Franc"
- sortie de l'Europe
- + 500€ pour le SMIC
- retour de la retraite à 60 ans
- etc....

La conclusion de l'accord entre l'UDI et le MoDem dans le cadre de "**l'alternative**" a suscité, à l'UMP, nombre de déclarations dont certaines se félicitent que la résurgence du centre hors de l'UMP va permettre à cette dernière d'être plus clairement "*de droite*" (!).

Il arrive à l'UMP ce que François Bayrou leur avait promis : "*en pensant tous la même chose, ils ne pensent plus à rien !*"

APPROBATION DES MOTIONS CRÉANT "**l'alternative**"

186 conseillers nationaux ont participé au vote.

155 ont approuvé, soit 83,33% des votants

17 ont voté contre, soit 9,14% des votants

14 se sont abstenus, soit 7,53% des votes

La création de "**l'alternative**", en coopération avec l'UDI, a donc été largement approuvée par le Conseil National.

En Janvier prochain, aura lieu l'élection statutaire du Président de notre Mouvement : il est fait appel aux candidatures. Le vote se fera par internet étalé sur 6 jours. Ce vote sera suivi par une réunion "*physique*" du Congrès le 18 Janvier au Marriot Hôtel à Paris. (*Décision approuvée à l'unanimité, moins 3 abstentions*). Toutes les informations utiles seront transmises par les voies habituelles.